

du socialisme. C'est pourquoi il a dit : Le parti progressiste prépare la voie au socialisme. Secondé par l'agitation cléricale, il hâte l'avènement des socialistes. Progressisme, démocratie ecclésiastique, ce sont des éléments qui minent l'autorité du Pape comme celle de l'empereur. C'est contre la démocratie; dans le gouvernement comme dans l'Eglise, dans la politique comme dans la religion qu'est dirigée l'alliance. Nous posons cette question dans les termes les plus généraux. Nous ne disons pas que c'est une ligne spéciale contre la France. Nous disons contre la marche montante de la démocratie moderne, et cette nouvelle Sainte-Alliance a pour président naturel et instinctif le Pape.

La *Gazette de France*, commentant cet article du *Matin*, réplique avec beaucoup de bon sens :

Il n'est pas nécessaire d'imaginer ce scénario, pour faire comprendre que toutes les nations ont senti que la Papauté était une puissance essentiellement conservatrice, morale; que, plus que toute autre, mieux que toute autre, elle était en état de lutter efficacement contre l'esprit de désorganisation, d'irréligion qui, sous le nom de démocratie, de souveraineté du peuple, de libre-pensée, pousse tout à l'anarchie, au chaos.

C'est la résistance à la "liquidation sociale", que les Etats monarchiques organisent. C'est évident.

M. de Bismarck, avec son sens pratique, a bien vite compris qu'il avait commis la plus grave des fautes en déclarant que l'Eglise était l'ennemie.

A ceux qui prétendent que le Pape s'allie avec l'Allemagne contre la France nous dédions les réflexions suivantes du *Figaro* :

Les gens à courte vue, dont la prose iroquoise nourrit la pèche des lecteurs radicaux, prennent texte de cette réconciliation pour faire de Léon XIII un ennemi de la France. Rien de plus injuste. Un Pape moins patient, moins politique, eût depuis longtemps précipité, par quelque démonstration publique et solennelle, une rupture qu'on peut encore espérer d'éviter entre l'Eglise et la République française. Les procédés dont elle a usé intempestivement soit avec les congrégations religieuses, soit avec le clergé séculier, puis la laïcisation à outrance n'ont pas dû, cela est clair, rendre le gouvernement de M. Grévy et ses ministres successifs très sympathiques au Pape. Mais, en définitive, il n'a donné aucune sanction officielle aux froissements qu'il a certainement ressentis comme Chef de la catholicité et comme le premier des prêtres et des pontifes.

Ceci va droit à l'adresse de ces journaux républicains qui prétendent se faire une arme contre la Papauté et l'Eglise de la pacification religieuse en Allemagne.

Le *Journal de Bruxelles* voit dans la lettre à l'archevêque de Cologne une preuve éclatante des sentiments pacifiques de Léon XIII. La feuille catholique belge constate que le Centre ne se réjouit pas d'une manifestation "qui peut avoir pour conséquence de compromettre sa puissance politique".

Mais, nous, dit-il, qui ne devons pas nous préoccuper de ces considérations locales de parti, nous n'avons pas à partager cette mauvaise humeur. Nous sommes en situation d'envisager la question impartialement et de haut, et dans ces conditions nous ne pouvons qu'applaudir à une manifestation qui vise avant tout à sauvegarder les intérêts de l'Eglise universelle.

En résumé, comme on le voit, l'impression produite en dehors de l'Allemagne par la lettre du Pape est, à tous égards, des plus satisfaisantes : non seulement les catholiques, mais tous ceux qui jugent la question sans parti-pris, applaudissent à cette nouvelle